

REPUBLIQUE DU GABON : LIBÉRATION DE ROLAND OLOUBA OYABI,  
JOURNALISTE ET DIRECTEUR DE PUBLICATION DE « GABON MAIL INFO », PAR  
LE PARQUET DE LIBREVILLE

Communiqué de presse REDHAC-Coalition pays-Gabon No 0089/21/01/2026



Douala-Libreville, le 21 janvier 2025 : Le REDHAC et sa Coalition-pays Gabon ont été informés de la libération de Roland Olouba Oyabi, journaliste et directeur de publication de Gabon Mail Info, par le parquet de Libreville le 19 janvier 2021.

Les faits

Le 15 janvier 2026, le journaliste et directeur de publication de Gabon Mail Info avait été interpellé par des éléments du B2 qui lui reprochaient la publication de contenus présentés comme relevant du secret-défense.

Lors de son interpellation, les représentants de la Haute Autorité de la Communication (HAC), l'organe de régulation des médias, n'ont pas été reçus le vendredi 16 janvier 2026 par les services de la contre-ingérence, malgré leur statut légal et leur rôle dans l'encadrement de la profession.

Le journaliste et directeur de publication Roland Olouba Oyabi avait alors été privé de liberté sans qu'aucune communication officielle ne soit faite sur les motifs de son arrestation.

Ce n'est que le 17 janvier 2026 que le Directeur Général du B2 a reçu la délégation de la HAC, tout en regrettant le malentendu qui s'était produit la veille. Ce dernier a tenu à donner des assurances à l'autorité régulatrice quant aux conditions de garde à vue du journaliste. C'est encore la Haute Autorité de la Communication qui s'est rendue ce jour au parquet en compagnie du journaliste pour négocier la sortie de ce dernier.

**De tout ce qui précède,**

**Le REDHAC et sa Coalition pays-Gabon :**

- prennent acte de la libération de Roland Olouba Oyabi, journaliste et directeur de publication de Gabon Mail Info ;
- remercient toutes les parties prenantes qui se sont mobilisées pour dénoncer cette arrestation arbitraire qui constitue une violation flagrante de la liberté de presse.

**Enfin, le REDHAC et sa Coalition pays-Gabon saisissent cette occasion pour encourager le Gouvernement du Gabon à :**

- œuvrer sans relâche à la libération de tous les autres journalistes, leaders d'opinion et syndicaux, activistes et défenseurs des droits humains incarcérés dans les prisons du Gabon ;
- respecter scrupuleusement la loi portant Promotion et Protection des Défenseur (e)s des Droits Humains récemment adoptée par l'Assemblée Nationale de la Transition.

#### SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04

MOB: (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95

Facebook: RedhacRedhac

Twitter: @RedhacRedhac

Site-Web : [www.redhac1.org](http://www.redhac1.org)